



PROCES-VERBAL CONSEIL MUNICIPAL DU 8 NOVEMBRE 2023

L'an deux-mille-vingt-trois le huit novembre à 18 heures, le Conseil Municipal de Montpon-Ménestérol dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Rozenn ROUILLER, Maire.

Date de convocation du Conseil municipal : 31 octobre 2023

Conseillers en exercice : 29/ Conseillers présents : 22/ Conseillers votants : 28 (6 pouvoirs)/

ETAIENT PRESENTS : Mme Rozenn ROUILLER, Maire, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, Adjoints, Mme Josette CABROL, MM. Philippe VERDUN, Alain MICOINE, Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE, Franck SALAT, Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY.

VOTES PAR PROCURATION : M. Gérard HAERRIG à Mme Nathalie JAVERZAC MARIGHETTO, Mme Séverine GOULARD MASSE à Mme Monique VERT, M. Georges HERLEMONT à Mme Josette CABROL, Mme Fatima BOUTERFAS à M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Laurence LAGOUBIE à M. Franck SALAT, Mme Céline BERNARD à M. Fabrice GUIGNE.

ETAIENT EXCUSES/ABSENTS : M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD MASSE, M. Georges HERLEMONT, Mmes Fatima BOUTERFAS, Laurence LAGOUBIE, M. Bastien LEDOUX, Mme Céline BERNARD.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Geneviève AUXERRE.

ORDRE DU JOUR

- Actualisation – Commission de révision des listes électorales
- Suppression de poste – Filière Technique suite à promotion interne
- Création de poste – Filière Police Municipale
- Convention d'adhésion à la mission « Médiation Préalable Obligatoire (MPO) avec le Centre de Gestion
- Prise en charge par la commune des frais d'adhésion des agents au CDAS pour l'année 2024
- Actualisation – Règlement intérieur de la bibliothèque
- Convention de mise à disposition du foyer municipal à plusieurs associations
- Convention de mise à disposition du réfectoire de l'école élémentaire de Montpon-Ménestérol à l'association ADAGIO
- Convention de mise à disposition du réfectoire de l'école élémentaire de Montpon-Ménestérol à l'association DOJO NOMADE
- Convention de mise à disposition des préfabriqués des Massias à plusieurs associations

- Versement d'une subvention exceptionnelle à l'Union Cycliste Montponnaise
- Reversement des droits de place de la fête de la Saint-Roch à l'association « MONTPON-MENESTEROL-MONTIGNAC EN FETE »
- Bail dérogatoire – 56 Rue Thiers à Montpon-Ménéstérol
- TÉLÉTHON 2023 – reversement de fonds à l'Association Française de Myopathie
- Attributions de la Prime « Devantures »
- Primes Devantures : reconduction 2024
- Solidarité avec la population marocaine - Subvention pour le Maroc suite au tremblement de terre
- Zac de l'Ormière – Acquisition d'un bâtiment appartenant à la SCI STELLA
- Valorisation 2023 des locaux prêtés à la mission locale
- Service public d'assainissement collectif – Avenant n°1 au contrat d'affermage avec la société AGUR / Adaptation de la formule de révision des prix
- Service public d'assainissement collectif – Convention spéciale de déversement des eaux usées domestiques du lotissement du Claud de la Forêt dans le réseau d'assainissement du CH de Vauclaire
- Motion pour la sauvegarde des urgences de l'hôpital de Sainte-Foy-la-Grande
- Motion pour le nouveau projet d'aménagement global de la voie de la Vallée de la Dordogne

Le quorum étant atteint, Madame la Maire ouvre la séance.

• **Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 6 septembre 2023**

Madame la Maire soumet à l'approbation de l'assemblée le compte-rendu du précédent Conseil Municipal. Pas d'observations, le compte-rendu est adopté.

• **Décision prise par Madame la Maire dans le cadre des délégations consenties par le Conseil Municipal**

Décision n°5/2023 – Vente d'un broyeur Axe Horizontal DESVOYS – Budget Principal
Principales caractéristiques :

- Cession : Broyeur Axe Horizontal DESVOYS
- Montant de la cession : 2 400.00 €

125- Actualisation – Commission de révision des listes électorales

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Conformément à l'article R.7 du code électoral, les membres de la commission de contrôle des listes électorales sont nommés pour une durée de trois ans. Les membres de cette commission, nommés après le renouvellement intégral des conseils municipaux en 2020, doivent donc être renouvelés.

L'article L. 19 (IV à VII) du Code électoral fixe la composition de la commission de révision des listes électorales pour les communes de plus de 1000 habitants dans le cas où trois listes ont obtenu des sièges au Conseil Municipal :

- Trois conseillers municipaux appartenant à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges, pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission (hors Maires, Adjointes et Conseillers délégués titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale).

- Deux conseillers municipaux appartenant l'un à la deuxième et l'autre à la troisième liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges, pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission.

TITULAIRES

- 1 Josette Cabrol
- 2 Laurent Marzat
- 3 Jean-Paul Bourdie
- 4 Laurence Lagoubie
- 5 Thierry Chazeau

SUPPLEANT.E.S

- 1 Fatima Bouterfas
- 2 Jean-Jacques Moze
- 3 Vincent Leconte
- 4 Fabrice Guigné
- 5 Josiane Bonnefon-Duhard

Observations :

M. Chazeau : J'espère que cela changera pour l'écriture inclusive notamment pour le mot « suppléant ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, adopte la présente délibération.

126- Suppression de poste – Filière Technique suite à promotion interne**Rapporteur : Jean-Pierre DEYSSARD**

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 23 octobre 2023 ;

Madame la Maire expose au Conseil Municipal la nécessité de supprimer l'emploi suivant, dont le maintien n'est plus indispensable au regard des besoins du service public :

- Grade : adjoint technique principal de 2^{ème} classe,
- Durée de travail hebdomadaire : 35 H 00,
- Motif : promotion interne.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Supprime l'emploi de : adjoint technique principal 2^{ème} classe à 35 H 00 hebdomadaires,
- Modifie en conséquence le tableau des effectifs à la date du 1^{er} décembre 2023,
- Adopte les modifications ainsi proposées,
- Autorise Madame la Maire à faire, dire et signer toutes pièces se rapportant à cette affaire.
- Charge Madame la Maire de la publicité et de l'exécution de cette décision.

127- Création de poste – Filière Police Municipale**Rapporteur : Jean-Pierre DEYSSARD**

Il est rappelé à l'assemblée que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- Le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- La catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,

- La durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures et minutes.

Il est proposé à l'assemblée la création d'un emploi permanent d'Agent de Police Municipale pour renforcer le service de la Police Municipale de Montpon-Ménestérol.

Cadre d'emploi	Catégorie	Date d'effet	Durée hebdomadaire de service
FILIERE POLICE MUNICIPALE Agent de police municipale	C	01/01/2024	35 H.

Il pourra être pourvu sur les grades de :

- Gardien-brigadier de police municipale
- OU**
- Brigadier-chef principal de police municipale.

Observations :

M. Chazeau : Si je comprends bien l'effectif de la police municipale est augmenté de fait, on passe à 5 policiers. Je m'en réjouis et j'aurais aimé savoir la raison de ce recrutement et plus largement avoir des informations sur votre politique sécuritaire.

Mme Rouiller : Ce recrutement est nécessaire et cela été annoncé dans notre programme. La politique sécuritaire a été travaillé en réunion d'adjoints et de majorité pas plus tard que lundi dernier et effectivement il y a 2 axes. Initialement la police municipale était uniquement de nuit / soirée ce qui est nécessaire mais la présence en journée l'est également. Ce recrutement permettra une couverture optimum pour assurer la tranquillité publique.

M. Chazeau : Cette question de la sécurité concerne tous les habitants, pourquoi une partie des votants n'est pas représentée dans ce débat ? Qui représente dans ces réflexions les oppositions qui représentent une partie de la population ?

M. Leconte : Il y a une réelle demande des commerçants et de manière générale de la population, notamment sur le centre-ville. Il nous faut une police plus présente sur le territoire.

M. Chazeau : Je suis d'accord mais ce n'est pas ma question. Ce qui me choque, c'est que dans un conseil municipal on représente toute la population même l'opposition et il faut au moins des gens qui la représente dans ce type de décision. C'est navrant voir choquant. Je suis de plus en plus virulent à ce propos car on m'interpelle à ce sujet.

Mme Rouiller : La création ou le renforcement de la police municipale était dans l'ensemble des programmes des candidats et cela va dans ce sens.

M. Chazeau : Et les réflexions de chacun peuvent être différentes !

Mme Rouiller : Cela a été discuté au niveau de l'équipe municipale, mais elle n'est pas forcément figée et peut-être évolutive. C'est une conduite à tenir au niveau de la sécurité.

M. Chazeau : Il serait bien d'associer dans ces réflexions tous les représentants des montponnais. On parle de maintenant et plus du temps des programmes. C'est toutefois étonnant qu'on attende aussi longtemps pour avoir une politique sécuritaire et que tout le monde ne soit pas associé à la politique sécuritaire. Ce n'est pas une remise en cause de votre action mais c'est de la déontologie et du respect pour ceux qui ont voté différemment. Il faut une concertation / un débat pour pouvoir parler d'une seule voix.

Mme Rouiller : Cela sera noté dans le procès-verbal. Mais la politique est celle de la majorité. Mais évidemment l'opposition peut y apporter une participation.

M. Rousseau : Enfin si on n'est pas invité c'est difficile...

Mme Rouiller : Aujourd'hui c'est un document de travail mais il faut d'abord vérifier que cela rentre dans les compétences de la police municipale et dans le cadre légal. Mais on vous le présentera.

M. Salat : Ce n'est pas de rendre publique, mais ce qu'on veut dire c'est que c'est un non-respect de démocratie de ne pas associer des représentants de toute la population.

Mme Rouiller : Vous faites partie du conseil municipal et non pas de l'équipe municipale.

M. Salat : Je me considère comme un élu au service des administrés et pas de la politique. Aujourd'hui, c'est une équipe municipale. C'est dans un objectif de construction partagée. Une fois de plus, le conseil municipal est devant le fait accompli. C'est uniquement cela le reproche, ce n'est pas votre politique qu'on remet en cause et on se réjouit de cette création de poste. Mais si ce n'est pas pour travailler dans leur domaine, on ne partage pas cette politique.

M. Leconte : Le but c'est de permettre une police municipale en permanence dans le centre-ville.

M. Chazeau : Ce n'est pas le recrutement, c'est au niveau de la politique, pour être associé au projet et au débat avant la prise de décision. Ce serait même un devoir. Montpon en a besoin de sa police municipale. Nous souhaitons être associé au débat car nous représentons des montponnais.

M. Rousseau : Au niveau de la police municipale, est-ce qu'il y a possibilité d'avoir un organigramme par écrit ?

Mme Rouiller : Il y a un chef de service et 3 agents dans le cadre d'emplois des agents de police municipale à ce jour. L'organigramme sera communiqué.

M. Verdun : Cela veut dire quoi présence optimale ? le matin ? l'après-midi ?

Mme Rouiller : Il peut y avoir différentes choses comme l'entrée des écoles par exemple et les sorties...

Mme GOULARD intègre la séance.

M. Verdun : Cela va par exemple représenter combien d'heures sur 24h ?

Mme Rouiller : C'est le chef de la police municipale qui établira les emplois du temps.

M. Verdun : Il faudra bien qu'il le dise, qu'on sache combien il travaille ?

Mme Rouiller : C'est une plus forte présence qui est souhaitée de manière générale mais l'organisation est gérée par le chef de la police municipale.

M. Marzat : Je tiens à rappeler que la sécurité, c'est le pouvoir régalién de l'état. Et la gendarmerie alors ? Pourquoi payer 5 agents qui vont manquer dans d'autres services ? C'est une faillite de l'Etat sur cette question. A la base, c'est cela, la sécurité c'est l'Etat. On constate une inégalité territoriale. Il faut avoir conscience de ce problème aussi !

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Se prononce favorablement sur la création de poste telle que détaillée ci-dessus,
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document relatif à cette question.

128- Convention d'adhésion à la mission « Médiation Préalable Obligatoire » (MPO) avec le Centre de Gestion

Rapporteur : Jean-Pierre DEYSSARD

Il est exposé que :

La loi n°2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire entérine le dispositif expérimental de Médiation Préalable Obligatoire (MPO) en insérant un article 25-2 à la loi du 26 janvier 1984 et en modifiant les articles L 213-11 à L 213-14 du Code de Justice Administrative.

Le décret n°2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de Médiation Préalable Obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux fixe le cadre réglementaire de la Médiation Préalable Obligatoire en matière de litiges de la fonction publique.

Les Centres de Gestion (CDG) doivent désormais assurer par convention une mission de Médiation Préalable Obligatoire à la demande des collectivités et établissements publics de leur ressort territorial.

Dans ce contexte, la mission de Médiation Préalable Obligatoire doit être proposée par le Centre de Gestion de la Dordogne pour les collectivités et établissements publics du département de la Dordogne. La loi prévoit toutefois que des conventions puissent être conclues entre plusieurs centres de gestion pour l'exercice de mission à un niveau supra départemental.

Le Schéma Régional de Coordination, de Mutualisation et de Spécialisation signé entre les 12 CDG de Nouvelle-Aquitaine le 22 septembre 2021 a prévu la possibilité pour les CDG de conventionner entre eux sur la base de coopérations volontaires afin d'exercer des missions en commun.

Aussi, le CDG 16 et le CDG 24 ont-ils décidé de travailler ensemble pour l'exercice de la mission de Médiation Préalable Obligatoire qui est confiée au CDG 16. Le CDG 24 a désigné le CDG 16 pour assurer la mission de Médiation Préalable Obligatoire au profit des collectivités et établissements publics de la Dordogne qui souhaiteraient en bénéficier.

En adhérant à cette mission, la collectivité signataire de la présente convention prend acte que les recours formés contre les décisions individuelles dont la liste est déterminée par décret et qui concernent la situation de leurs agents sont, à peine d'irrecevabilité, précédés d'une tentative de médiation.

Les domaines d'intervention sont :

1. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés à l'article L. 712-1 du code général de la fonction publique ;
2. Refus de détachement ou de placement en disponibilité et, pour les agents contractuels, refus de congés non rémunérés prévus aux articles 20, 22, 23 et 33-2 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 et 15, 17, 18 et 35-2 du décret n°88-145 du 15 février 1988 ;
3. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé mentionné au 2° du présent article ;
4. Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps ou cadre d'emploi obtenu par promotion interne ;
5. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
6. Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application des articles L. 131-8 et L. 131-10 du code général de la fonction publique ;
7. Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par les décrets du 30 novembre 1984 et du 30 septembre 1985 susvisés.

Les tarifs sont fixés par le Conseil d'Administration du CDG 16 comme suit :

- Une participation forfaitaire de 300 € pour l'examen de chaque dossier soumis au médiateur (cas de recevabilité),
- Une participation de 50 € par heure de mission,
- Des indemnités kilométriques au taux en vigueur.

Les montants de cette participation pourront être réévalués par le Conseil d'Administration du CDG 16, ce qui pourra faire l'objet d'un avenant financier à la présente convention.

Vu la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 entérinant le dispositif de Médiation Préalable Obligatoire (MPO),

Vu le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de Médiation Préalable Obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux fixe le cadre réglementaire de la Médiation Préalable Obligatoire en matière de litiges de la fonction publique.

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 23 octobre 2023 ;

Considérant la possibilité de passer une convention avec le Centre de Gestion pour bénéficier de l'appui d'un médiateur dans le cas de décisions individuelles défavorables dans le but d'éviter un contentieux,

Observations :

M. Rousseau : Au niveau des forfaits, c'est à la charge de la commune ?

M. Deyssard : Oui.

M. Rousseau : On a une idée du nombre d'heures que peut durer ce type de mission ?

Mme Rouiller : C'est le CDG qui a déterminé ces tarifs mais c'est bien d'avoir une ligne de conduite et un outil pour gérer ces situations.

M. Rousseau : Si le médiateur vient mais va passer 12h c'est 600 €, ce n'est pas mieux un forfait ?

Mme Rouiller : C'est arrêté par le CDG on n'a pas la main dessus.

M. Chazeau : Le CDG ce sont des fonctionnaires, le médiateur est-il fonctionnaire ou pas ?

Mme Rouiller : Je ne sais pas vous répondre, on va poser la question au CDG.

M. Chazeau : Je ne vote pas favorablement sans la réponse. Pourquoi ne pas travailler au forfait pour les honoraires ? C'est un peu élevé en sachant que c'est un transfert de fonds d'une administration à une autre. On doit sûrement déjà contribuer sous une forme différente pour ce même travail. Bien que sur l'idée je suis d'accord.

Mme Rouiller : La gestion du CDG est optimisée je pense mais on posera la question.

M. Rousseau : Dans une médiation, il n'y a pas de solution au bout obligatoirement. Cela peut vite coûter cher.

Mme Rouiller : Effectivement la médiation peut aussi échouer. Mais c'est quand même bien que le CDG propose cela avant le contentieux et que ça soit géré par un intervenant neutre.

M. Rousseau : C'est une très bonne idée mais le problème c'est le tarif non forfaitaire.

Mme Coley : Est-ce qu'il y a un rapport avec celui qui fait des permanences de la mairie ?

Mme Rouiller : Non rien à voir, ici c'est uniquement pour le personnel. A la mairie, il s'agit du conciliateur de justice qui est désormais à France Services.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

19 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG (procuration à Mme Nathalie JAVERZAC MARIGHETTO), Mme Séverine GOULARD MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE,

Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Mmes Monique VERT, Josette CABROL, MM. Georges HERLEMONT (procuration à Mme Josette CABROL), Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à M. Jean-Paul LOTTERIE), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE,

9 contre : M. Philippe VERDUN, Mme Laurence LAGOUBIE (procuration à M. Franck SALAT), M. Franck SALAT, Mme Céline BERNARD (procuration de à M. Fabrice GUIGNE), M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

- Approuve la convention avec le Centre de Gestion,
- Autorise Madame la Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de cette mission.

129- Prise en charge par la commune des frais d'adhésion des agents au CDAS pour l'année 2024

Rapporteur : Jean-Pierre DEYSSARD

Placé auprès du Centre de Gestion de la Dordogne, le CDAS délivre aux agents de la collectivité des prestations d'action sociale en contrepartie d'une cotisation individuelle annuelle de 26 €. Afin de garantir l'accès du plus grand nombre d'agents à ces prestations, il est proposé au Conseil Municipal de renouveler pour l'année 2024, la prise en charge des cotisations individuelles par la commune.

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 23 octobre 2023 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide le renouvellement de cette prise en charge,
- Autorise Madame la Maire à inscrire au budget 2024 le montant de cette dépense,
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document relatif à cette question.

• Actualisation – Règlement intérieur de la bibliothèque

Rapporteur : Anne GRENET

Considérant la délibération n° 107/2023 prise par le Conseil Municipal du 05 juillet 2023, il convient d'actualiser le règlement intérieur de la bibliothèque.

Observations :

Mme DUHARD : Il nous a été rapporté qu'il n'y avait plus d'imprimantes ?

Mme Rouiller : Il y en a mais elles ne sont plus à disposition du public

Mme Duhard : Qui s'en sert alors ?

Mme Rouiller : La réalisation de photocopies est réalisée par des activités privées sur la commune. Il y avait une petite irrégularité sur le sujet. C'était un service de reprographie.

M. Chazeau : Vous parlez de photocopies pas d'imprimantes ! Pourquoi on ne peut plus imprimer les documents ? Quels services à Montpon pour imprimer ?

Mme Rouiller : Il y a des impressions possibles à France Services, CCAS, La Poste, ...

M. Chazeau : Oui avec une clé USB mais directement depuis l'ordinateur ?

Mme Duhard : Comment font celles qui n'ont pas d'ordinateur ?

Mme Rouiller : Ce sont surtout des collégiens qui impriment au niveau du CDI à ma connaissance, il n'y a pas eu d'autres personnes.

M. Chazeau : Vous avez repris le document initial mais je crois qu'il a été écrit avec les pieds. Car travaillant dans ce genre d'établissement, je vois plein de trous. Soit je vous énumère tout ce qui ne va pas, soit on annule le vote et on refait un règlement avec ma participation.

Mme Rouiller : On vous écoute.

M. Chazeau :

- Article 1 : Indiquer la définition exacte de ce qu'est une bibliothèque, elle est définie par la loi.
- Article 2 et 3 : Pourquoi ne pas les fusionner ?
- Article 5 : Il est interdit de demander un justificatif d'identité et il faut préciser la périodicité des justificatifs demandés.
- Article 7 : Ici il faut repreciser : qu'en est-il des personnes morales ? Attention aux responsabilités en cas de perte/ dégradation de documents pour les personnes morales.
- Article 8 : Est-ce qu'il existe une charte de prêt ? Combien de liseuse en prêt maximum par famille ? En revanche, je suis contre le fait de demander une caution, qu'en est-il de ceux qui n'ont pas de carnets de chèques ? Et puis s'il y a une dégradation ou perte cela peut être pris en charge par les assurances.

M. Rousseau : Et avec une empreinte carte bleue ?

M. Chazeau : Mais tout le monde n'a pas une carte bleue !

Mme Rouiller : Il était prévu différents cycles de prêts en fonction de la rotation des documents, certains étant plus demandés que d'autres.

M. Chazeau : On en revient à la synergie des compétences ! Il faut que cela soit le plus clair possible pour les emprunteurs. Déjà qu'il y a peu de fréquentation dans ces lieux ils vont encore moins venir. Acceptez un peu les compétences des autres ! Je vous propose de reporter le vote et qu'on le retravaille. Ce n'est pas une question, il faut effectuer de nombreux changements. C'est à travailler avec les personnes de la bibliothèque pour avoir quelque chose de correcte.

Mme Rouiller : On verra si le Conseil Municipal le valide ou non.

M. Chazeau : La gratuité a déjà été voté. Ici on vote le règlement. Alors je poursuis :

- Article 10 : Il faut intégrer un rappel de la loi qui interdit la reproduction de documents. Je rappelle que pour une bibliothèque, il est d'ailleurs interdit d'acheter en direct à la FNAC pour ensuite mettre en rayon. La diffusion des œuvres est très encadrée et nécessitent des droits de prêts.
- Article 12 : En cas de perte, il vaut mieux que la bibliothèque rachète le document. En cas de remboursement, l'argent va partir dans le pot commun et ne sera pas forcément affecter à la bibliothèque.
- Article 13 : Mentionner l'autorisation pour les chiens guides.
- Article 15 : Utiliser plutôt les termes « insertion ou non dans les collections ». Cela est plus approprié.
- Article 16 : Avec ou sans abonnement ? à préciser donc.
- Article 17 : La responsable de la bibliothèque ne fait pas partie du personnel de la bibliothèque ?

Mme Rouiller : Si elle en fait partie.

Mme Grenet : Je pense que serait judicieux de refaire le règlement, il y a plein de choses intéressantes. Moi ça ne me gêne pas d'y retravailler et qu'on reporte le vote !

M. Williams : Je suis d'accord avec Anne.

M. Chazeau : Je souhaite qu'on associe ceux qui travaillent dans la bibliothèque.

Mme Grenet : Bien entendu, et je travaille dans cet esprit-là !

Cette délibération est donc retirée de l'ordre du jour.

● **Convention de mise à disposition du foyer municipal à plusieurs associations**

Madame la Maire a décidé de procéder à deux votes pour ce point à l'ordre du jour.

130- Convention de mise à disposition du foyer municipal à l'association « Bridge Club Montpon »

Rapporteur : Monique VERT

Mme Josiane DUHARD en sa qualité de membre d'une association (bridge), ne prend pas part au débat et au vote.

Afin de permettre à l'association « Bridge Club Montpon » de poursuivre ses activités de loisirs, il y a lieu de prolonger la mise à disposition d'une salle au Foyer Municipal.

La mise à disposition proposée se fera à titre gratuit, pour une période allant du 1^{er} septembre 2023 au 30 juin 2026. Les conditions de mise à disposition sont précisées dans la convention.

Observations :

M. Chazeau : On nous a relaté un problème entre l'employé du foyer et une association ? à propos du ménage ?

Mme Rouiller : Ce n'est pas à l'ordre de jour.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide le principe de mise à disposition d'une salle au Foyer Municipal à l'association « Bridge Club Montpon »,
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette affaire.

131- Convention de mise à disposition du foyer municipal à plusieurs associations

Rapporteur : Monique VERT

Afin de permettre aux différentes associations de poursuivre leurs activités de loisirs, il y a lieu de prolonger les mises à dispositions de salles au Foyer Municipal aux associations suivantes :

Nom
AMICALE DES RETRAITÉS DE VAUCLAIRE
CLUB DE L'AMITIÉ
CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE
DREAM WEST
GROUPEMENT D'ÉTUDE DE LA MÉMOIRE DU MONTPONNAIS

Les mises à disposition proposées se feront à titre gratuit, pour une période allant du 1^{er} septembre 2023 au 30 juin 2026. Les conditions de mise à disposition sont précisées dans chaque convention jointe à la délibération qui sera déclinée en fonction de l'association ou de l'organisme concerné.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide le principe de mise à disposition de salles au Foyer Municipal aux associations précitées,
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette affaire.

131- Convention de mise à disposition du réfectoire de l'école élémentaire de Montpon-Ménestérol à l'association ADAGIO

Rapporteur : Monique VERT

Mme Josiane DUHARD sa qualité de membre de l'association, ne prend pas part au débat et au vote. M. Georges HERLEMONT (procuration à Mme Josette CABROL), également membre de l'association, ne vote pas.

Afin de permettre au groupe vocal ADAGIO de poursuivre ses activités de chants, il y a lieu de prolonger la mise à disposition du réfectoire de l'école élémentaire de Montpon, située Rue de Verdun.

La mise à disposition proposée est à titre gratuit, pour la période allant du 1^{er} septembre 2023 au 30 juin 2024. Les conditions sont détaillées dans la convention en annexe. Sa reconduction se fera chaque année en accord tripartite entre la Directrice de l'école, la Mairie de Montpon-Ménestérol et l'association.

Observations :

M. Verdun : Pourquoi ce nom Adagio ?

Mme Duhard : C'est le nom de l'ensemble vocal, c'est un terme musical.

M. Chazeau : Il est précisé un jour précis de répétition ?

Mme Vert : Des arrangements avec la directrice de l'école et des modulations sont possibles.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide le principe de mise à disposition du local précité au groupe vocal ADAGIO,
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette affaire.

133- Convention de mise à disposition du dojo de Montpon-Ménestérol à l'association DOJO NOMADE

Rapporteur : Monique VERT

Afin de permettre à l'association « Dojo Nomade » d'occuper le Dojo municipal, pour y dispenser des activités de Yoga Shiatsu et de danse contemporaine, à destination du tout public, des jeunes mamans et des femmes enceintes, il y a lieu d'autoriser la mise à disposition de la salle à l'association.

La mise à disposition proposée est à titre gratuit, pour une période allant du 1^{er} novembre au 30 juin 2026.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide le principe de mise à disposition du Dojo communal à l'association « Dojo Nomade » dans les dispositions précitées,
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette affaire.

134- Convention de mise à disposition des préfabriqués des Massias à plusieurs associations

Rapporteur : Monique VERT

Afin de permettre aux différentes associations de poursuivre leurs activités de loisirs, il y a lieu de prolonger les mises à dispositions des préfabriqués situés sur le site des Massias aux associations suivantes :

Nom
CROIX ROUGE FRANCAISE
ECOLE DE DANSE
PETANQUE MONTPONNAISE

Les mises à disposition proposées se feront à titre gratuit, pour une période allant du 1^{er} septembre 2023 au 30 juin 2024. Les conditions de mise à disposition sont précisées dans chaque convention.

Observations :

M. Chazeau : Je suis content de lire la phrase pour laisser le local propre. Par contre est-ce possible de la mettre en gras sur chacune des conventions ?

Mme Rouiller : Oui ce sera fait.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide le principe de mise à disposition des préfabriqués des Massias aux associations précitées,
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette affaire.

135- Versement d'une subvention exceptionnelle à l'Union Cycliste Montponnaise

Rapporteur : Monique VERT

Dans le cadre du budget 2023, il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle de 500 € à l'Association « Union Cycliste Montponnaise » de Montpon pour l'organisation du cyclo-cross qui aura lieu le 25 et 26 Novembre 2023 à Vauclaire.

La somme de 500 € est à déduire de l'article 6574, ligne « divers », inscrit au budget 2023.

Observations :

M. Verdun : C'est une autre subvention ?

Mme Vert : Oui cela les aide à organiser la course FFC car il y a le podium à payer, l'animateur et des frais annexes.

M. Chazeau : Est-ce qu'on ne peut pas l'inclure cette subvention dans celle donnée en début d'année ?

Mme Vert : Mais rien ne dit que l'évènement aura lieu ?

M. Verdun : Et bien dans ce cas, ils ne la dépensent pas.

Mme Rouiller : Il faut donner pour la vie de l'association, on connaît la difficulté de trouver des bénévoles. D'autres manifestations pourraient aussi être organisées.

M. Chazeau : Dans l'attribution de subvention, on présente un dossier avec des projets. Au début de l'année de l'association, une projection est faite. Si l'évènement est récurrent, pourquoi ne pas la verser en même temps que l'autre. L'action devient récurrente.

Mme Rouiller : Elle est récurrente pour le moment mais pas forcément pérenne. Mais il y a des interrogations pour l'avenir.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Autorise Madame la Maire à verser la subvention exceptionnelle proposée dans les conditions ci-dessus,

- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette question.

136- Reversement des droits de place de la fête de la Saint-Roch à l'association « MONTPON-MENESTEROL-MONTIGNAC EN FETE »

Rapporteur : Monique VERT

Mme MAILLARD et M. MOZE en leur qualité de membre de l'association, ne prennent pas part au débat et au vote.

Il est rappelé que l'association « Montpon-Ménestérol-Montignac en fête » est un partenaire essentiel de la commune dans l'organisation de la fête de la Saint-Roch.

Très impliquée dans l'accueil des forains et de leur installation, elle s'avère être un soutien important lors de cette manifestation.

Il est proposé donc de reverser à « Montpon-Ménestérol-Montignac en fête » sous forme de subvention la recette relative aux droits de place encaissée en 2023 pour un montant de 2 950 €. Pour rappel, cette somme était de 1 505 € en 2022.

Cette somme est à déduire sur l'intitulé « Divers » du compte 6574 inscrit au budget principal 2023.

Observations :

Mme Duhard : Je note que les droits de 2023 ont bien augmenté depuis 2022.

M. Chazeau : Normal la fête est revenue à la bonne date !

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte le reversement des droits de place de la fête de la Saint-Roch à l'association « MONTPON-MENESTEROL-MONTIGNAC EN FETE » ;
- Autorise Madame la Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

137- Bail dérogatoire – 56 Rue Thiers à Montpon-Ménestérol

Rapporteur : Vincent LECONTE

Madame la Maire expose que suite à la résiliation du Bail commercial avec Madame BOISSELY Marie Hélène (La Boutic d'Helen) le 30 Juin 2023, il est proposé au Conseil Municipal la signature d'un nouveau bail commercial, conformément aux dispositions des articles L 145-1 et suivants du Code de commerce, entre la Commune et l'agence Claudette Interim d'une durée de douze mois qui commencera à courir à partir du 06 novembre 2023 pour se terminer le 05 novembre 2024. Ce bail pourra faire l'objet d'un renouvellement d'un commun accord entre les parties, dans la limite d'une durée de trois années à compter de sa date de prise d'effet initiale. Au-delà de ces 3 ans, un bail commercial devra être signé.

Madame la Maire précise les modalités suivantes :

Désignation du bien : sur la commune de MONTPON MENESTEROL (Dordogne),

Dans un ensemble immobilier sis audit lieu, cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
AC	172	56 Rue Thiers	06 A 32 CA

Ledit immeuble soumis à un règlement de copropriété suivant acte déposé au rang des minutes de Me MAUPAIN, le 5 avril 1990, publié à RIBERAC, le 29 mai 1990.

Les biens loués consistant en local avec boutique, réverse et WC, avec entrée sur Rue Thiers et situés au rez-de-chaussée du bâtiment A.

Le montant du loyer mensuel est fixé à QUATRE CENT SOIXANTE DIX (470 €).

Observations :

M. Rousseau : L'avantage de ce bail précaire c'est qu'on peut le reconduire pour un an de plus et si c'est préciser, à la fin du terme et que les 2 parties en conviennent il peut devenir un bail commercial.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise Madame la Maire à signer le futur bail commercial ainsi que tout document afférent à cette opération selon les modalités ci-dessus énoncée.

138- TÉLÉTHON 2023 – reversement de fonds à l'Association Française de Myopathie

Rapporteur : Anne GRENET

Dans le cadre du Téléthon 2023, qui aura lieu nationalement les 8 et 9 Décembre 2023, il est proposé de faire participer la commune de MONTPON-MÉNESTÉROL en reversant les recettes nettes des séances de cinéma des 8 et 9 décembre 2023 à l'Association Française de Myopathie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Se prononce favorablement sur le principe du don à l'Association Française de Myopathie dans le cadre du Téléthon 2023,
- Autorise Madame la Maire à faire procéder au versement de la somme correspondant aux bénéfices des séances de cinéma des 8 et 9 décembre 2023 à l'AFM,
- Autorise Madame la Maire à signer tout document relatif à cette question.

139- Attributions de la Prime « Devantures »

Rapporteur : Vincent LECONTE

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le PLU de la commune de Montpon-Ménestérol,
Vu la délibération n° 2022- 80 du 20 septembre 2022,

Considérant le souhait de la municipalité de favoriser la rénovation / création de devantures pour les commerçants de la commune ;

Considérant le projet de revitalisation du centre-ville en cours ;

Considérant l'adhésion au programme « Petite Ville de Demain » ;

Le Conseil Municipal a instauré dans une délibération du 20 septembre 2022, l'instauration d'une prime « Devantures » à l'attention des commerçants montponnais. Pour rappel, il s'agit d'aider les commerçants / artisans ayant une activité implantée sur le territoire de la commune de Montpon-Ménestérol. Les locaux commerciaux vacants sont exclus du dispositif.